

raient en prison tandis que les personnes ayant de l'argent, qu'elles en aient en propre ou qu'elles soient aidées par des amis, des criminels ou autres, étaient libérées. Je crois donc qu'il serait tout à fait erroné d'attribuer aux modifications apportées à la loi sur le cautionnement toute autre infraction. Ce qui ne m'empêche pas de penser qu'avec une expérience accrue, il serait possible d'améliorer le fonctionnement du régime de cautionnement ou du régime de liberté provisoire, d'une façon plus conforme à la protection des citoyens.

M. Stackhouse: Puis-je demander au ministre s'il y a quelque possibilité de présenter une mesure législative concernant la propriété et l'enregistrement des armes à feu? Je lui serais gré de répondre à cette partie de la question.

L'hon. M. Lang: Monsieur l'Orateur, ainsi que le sujet a été mentionné à la Chambre auparavant, c'est une question dont le gouvernement est saisi. En réalité, le problème est que les règlements se rapportant aux armes à feu nuisent certainement aux activités normales d'une quantité de citoyens amis de l'ordre, alors qu'il n'est aucunement sûr qu'ils entravent les activités des criminels.

* * *

LA CONSOMMATION

DEMANDE D'ENQUÊTE SUR LA CAMPAGNE PUBLICITAIRE DES MAGASINS DOMINION

M. Ed Nelson (Burnaby-Seymour): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations. Comme la publicité actuelle faite par les magasins Dominion prétend que ceux-ci ont en ce moment changé le cours de la spirale des prix en les faisant baisser, le ministre est-il disposé à vérifier cette assertion afin de déterminer si oui ou non, elle constitue une publicité trompeuse, telle qu'elle est définie dans le Code criminel?

L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, je vais transmettre la question du député à l'attention des fonctionnaires responsables de l'application de cette partie de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions et nous attendrons les résultats de l'enquête.

* * *

LES PÊCHES

LA SURVEILLANCE DES GLACES, DES FLOTTES ÉTRANGÈRES ET DE L'EMPLACEMENT DES ÉPAVES ET AUTRES OBSTACLES

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Vu le besoin urgent d'améliorer la surveillance des glaces dans les eaux de pêche du Nord, de surveiller le lieu et le nombre de flottes de pêche étrangères et de fournir des cartes indiquant l'emplacement exact des épaves et autres obstacles de fond, le ministre a-t-il pris des mesures pour fournir ces renseignements aux pêcheurs canadiens par l'entremise de l'Institut d'océanographie de Bedford?

Questions orales

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je crois devoir signaler au député que, sauf sous un aspect, l'Institut de Bedford ne relève plus de mon ministère. Je devrai étudier la question et voir dans quelle mesure mon collègue ou moi-même devrions y répondre.

* * *

• (1450)

L'AGRICULTURE

LES PARCS—LA CRÉATION D'UN OFFICE NATIONAL DE COMMERCIALISATION

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Agriculture. A-t-il été contacté par quelque groupe important de producteurs de porcs en vue de l'organisation d'un office national de commercialisation de ce produit?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'ai rencontré un groupe de Manitobains qui m'a soumis une étude à ce sujet. S'il s'agit du groupe auquel songe mon interlocuteur, nous analysons présentement cette étude. Le groupe reconnaît que son plan doit couvrir la production nationale et être approuvé par tous les producteurs de porcs au Canada.

M. Murta: Étant donné que le ministre a maintes fois fait état dans ses discours de l'intérêt manifesté par les éleveurs pour un office national de commercialisation, ne devrait-il pas plutôt dire que c'est là ce que lui-même il préconise?

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement et tiens à signaler que les producteurs de porcs ont soumis leurs propositions non pas à moi, mais au Conseil national de commercialisation lequel me les a fait connaître.

* * *

LES GRAINS

L'OPPORTUNITÉ D'UNE HAUSSE DU PRIX INITIAL

M. Gordon Towers (Red Deer): Ma question, monsieur l'Orateur, est à l'adresse du ministre responsable de la Commission canadienne du blé. Vu que le prix de vente des céréales a été à la hausse ces derniers mois, est-ce que la Commission du blé envisage d'augmenter le prix initial payé au producteur?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Le prix initial du blé, de l'avoine et de l'orge a été majoré au cours du mois d'octobre.

* * *

LE RÉGIME DES PENSIONS DU CANADA

LA SECTE DES MENNONITES ET LE RÈGLEMENT DES PRIMES

M. Perrin Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, je pourrais peut-être adresser ma question au ministre du Revenu national. Vu